

25 ans après, une innovation qui reste un défi

EUGEN BRAND

Si certaines dates passent comme immédiatement dans l'histoire, ou acquièrent avec le temps une portée symbolique, d'autres, pourtant porteuses d'une nouvelle manière de voir et de penser le cours du monde, restent longtemps dans l'ombre, sans que nous prenions collectivement la mesure du changement qu'elles portent en germe et qui ne se manifeste qu'avec le passage du temps. Il en est ainsi des journées des 10 et 11 février 1987, au cours desquelles fut débattu et approuvé à l'unanimité, l'avis sur *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, élaboré par la section des Affaires sociales du Conseil économique et social français, sur la base du rapport présenté par le père Joseph Wresinski, nommé membre du CÉS en 1979, et chargé de ce rapport en février 1985.

Cet aboutissement des 10 et 11 février 1987 fut le fruit d'un long mûrissement : dès son arrivée en 1956 à Noisy-le-Grand, le fondateur du Mouvement ATD Quart Monde affirmait son ambition de voir un jour les plus pauvres, son peuple, être associés aux débats politiques et sociétaux de la France, de l'Europe et du monde. À la fin des années 60, au cœur des événements de mai 1968, il évoquait, dans la revue Igloos titrée *Un peuple parle*, la nécessaire représentation des plus pauvres au sein du Comité économique et social. Évoquée avec plusieurs présidents de la République et plusieurs gouvernements, cette perspective ne se concrétisa que onze ans plus tard, par la nomination de Joseph Wresinski en tant que personnalité qualifiée. Et il fallut ensuite que les grands froids de l'hiver 1985 révèlent au grand jour l'ampleur des défaillances d'une société qui s'était une fois encore laissée surprendre par la grande pauvreté comme si elle était imprévisible, pour que le Conseil économique et social se mobilise, se saisisse de la question, décide d'entreprendre un rapport et en charge son membre le plus qualifié.

Beaucoup de choses ont été dites sur ce rapport et sur les propositions qu'il contenait. Plusieurs d'entre elles ont inspiré des législations qui reprenaient, fut-ce partiellement, telle ou telle recommandation du rapport. Les lois créant le revenu minimum d'insertion, la couverture maladie universelle, le droit au logement garanti, et bien sûr la loi d'orientation sur la lutte contre l'exclusion

puisent leurs origines dans l'évènement des 10 et 11 février 1987.

Sans oublier l'impact – inhabituel et peu fréquent – d'un rapport d'une assemblée consultative nationale sur les politiques d'autres pays, sur les politiques européennes comme sur celles de l'Organisation des Nations unies. Si, dans les prochaines semaines ou les prochains mois, le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU approuve enfin les principes directeurs sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, il le fera parce que, son rapport aussitôt voté par le CES, le père Joseph Wresinski prenait la parole, neuf jours plus tard, le 20 février 1987, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, cherchant à « transformer l'essai » français en une conquête à l'échelle du monde.

Beaucoup de choses ont été dites, et peut-être, sans le vouloir, masquent-elles l'essentiel, et sans doute aussi le plus difficile, le plus ardu, le plus hardi à entreprendre. L'essentiel du rapport *Grande pauvreté et précarité économique et sociale* de février 1987 ne tient pas, en effet, dans les mesures qu'il proposait. Sans doute le rapporteur lui-même les amenderait-il aujourd'hui pour les adapter à l'évolution constante de nos sociétés. Intangible resterait par contre l'ambition que portait et que continue à porter ce rapport et tout ce qui en est issu : faire émerger non pas d'abord de nouvelles idées, de nouvelles mesures, mais avant tout un nouveau partenaire.

Dans les lieux formels et informels où se réfléchit et se décide l'avenir de tous, faire place à un nouvel invité, à parité avec les autres, porteur d'une expérience, d'un savoir, d'une pensée politique et sociale propres, forgés au creux d'un combat permanent contre la force de destruction massive que représente la misère, cette violence faite aux pauvres depuis que le monde est monde.

Cette innovation-là, nous sommes loin encore d'en avoir pris toute la mesure en France, en Europe et partout ailleurs. Le père Joseph Wresinski ne se faisait que peu d'illusions à cet égard : le partenariat, disait-il, quelques minutes avant ou après le vote du rapport, en voudront-ils vraiment un jour ?... Des brèches se sont ouvertes, certes, mais le défi reste à relever, ici et partout dans le monde. En Haïti comme dans les pays du monde arabe, en Russie comme en Espagne et en Grèce, au cœur des turbulences qui préparent les changements de demain, les plus pauvres nous interrogent : serons-nous pris en compte ? Serons-nous partie prenante ? Serons-nous partenaires du changement qui vient ou se fera-t-il cette fois encore sans nous et donc, inévitablement, contre nous ? C'est-à-dire, le dos tourné à une société où la justice et la paix seraient construites entre tous pour tous. ■